



POWER OF DIALOGUE

# AMPLIFIER LA VOIX DES



## RAPPORT ANNUEL 2022

*Construire des partenariats collaboratifs pour la promotion de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique*

**Gorée Institute** : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique  
Résidence Bibi, Rue des Gourmets, Ile de Gorée -  
BP 05 - Gorée, Sénégal  
Tél : +221 33 849 48 49  
Courriel : [info@goreeinstitut.org](mailto:info@goreeinstitut.org)  
Site Internet : <https://goreeinstitut.org/>

Gorée Institute, 2023  
Coordonné par : Koassi A. Akakpo & Mamadou Sakhir Ndiaye  
Conception par : Koassi A. Akakpo



POWER OF DIALOGUE

AMPLIFIER LA  
VOIX DES  
JEUNES

RAPPORT ANNUEL 2022

*Construire des partenariats collaboratifs pour la promotion de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique*





# LE BR AV AN CE S

<b>A propos du Gorée Institute .....</b>	<b>6</b>
<b>La voix des jeunes .....</b>	<b>8</b>
<b>Mot du Directeur .....</b>	<b>10</b>
<b>Renforcement de Capacités .....</b>	<b>12</b>
Leadership et prévention des conflits électoraux au Sahel.....	13
Leadership politique des femmes et la prévention des conflits au Sahel.....	14
Rôle des OSC dans la médiation, la négociation et le dialogue pour influencer les politiques au Sahel.....	15
Engagement des parties prenantes dans la consolidation de la paix et la stabilité au Sahel à travers une approche inclusive et participative .....	16
Programme de mentorat pour les jeunes et les femmes.....	17
<b>Dialogue et Plaidoyer .....</b>	<b>19</b>
Forum régional sur les transitions démocratiques et la stabilité politique au Sahel .....	20
Forum de la Jeunesse à Bamako sur l'engagement des jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel.....	22
Vle Symposium annuel sur les défis sécuritaires et les dynamiques politiques au Sahel .....	24
Atelier régional de dialogue multi-acteurs pour promouvoir une synergie citoyenne ouest africaine pour la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des ressources tirés des industries extractives.....	26
Webinaires sur le partage d'expériences sur la gestion des revenus générés par le secteur extractif .....	28
<b>Recherche et Publication .....</b>	<b>29</b>
L'inclusion et la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel.....	29
L'impact de la mauvaise gouvernance sur les voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal) .....	30
Élections législatives du 31 juillet 2022 au Sénégal : Monitoring des Médias et des discours dangereux .....	31
Analyse d'Economie Politique pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans un espace civique réduit.....	32
<b>Teral : un mécanisme d'autofinancement .....</b>	<b>33</b>
<b>États financiers.....</b>	<b>35</b>
<b>Partenaires.....</b>	<b>36</b>
<b>Visites.....</b>	<b>37</b>
<b>Renforcement organisationnel.....</b>	<b>38</b>
<b>Conseil d'administration .....</b>	<b>39</b>
<b>Personnel .....</b>	<b>40</b>

# A propos du GORÉE INSTITUTE

## Création

Le **Gorée Institute** est né le **25 juin 1992**, lors d'une cérémonie solennelle présidée par son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de la création du Gorée Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du sud en 1994 : une solution africaine à un problème africain.

Le Gorée Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

## Vision

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens

ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

## Mission

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes.

## Valeurs

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

## Objectifs stratégiques

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;
- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;

- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.

### Notre approche

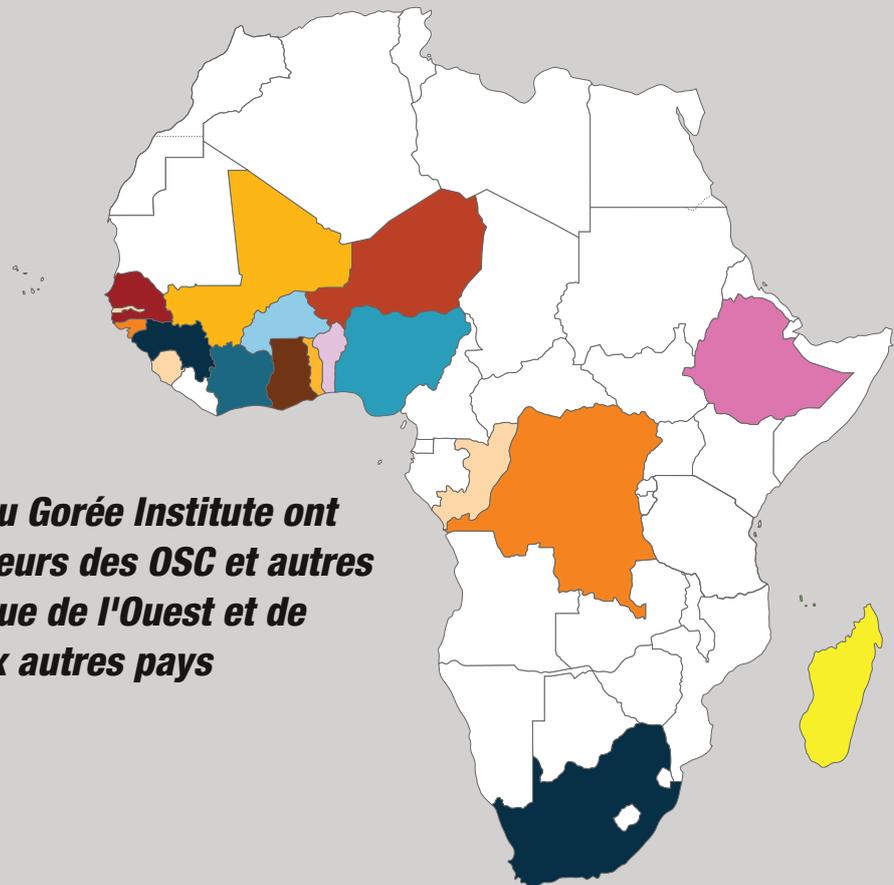
Nos programmes, nos activités et notre identité institutionnelle sont nourris par trois éléments indispensables et interdépendants : la recherche, le renforcement des capacités et l'intervention. La recherche qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporains ; le renforcement des capacités sur la base des connaissances générées pour ainsi améliorer les compétences et l'expertise des citoyens, condition nécessaire pour un engagement futur ; et l'intervention qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche pour une facilitation ou plaidoyer efficace. Le

Gorée Institute n'adopte pas d'approche activiste. Il est une organisation facilitatrice et catalyseur s'appuyant sur le principe fondamental de la relation collaborative.

### Notre parcours

Depuis sa création, les formations du Gorée Institute ont bénéficié à des acteurs de tous les pays d'Afrique de l'Ouest et d'autres pays africains tels que l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, les Îles Comores, le Madagascar, le Congo et la République du Congo.

En 2022, nos programmes de renforcement des capacités ont eu un impact sur plus de 150 acteurs de 91 organisations de la société civile à travers le Sahel dans le cadre du programme Power of Dialogue (POD).



***Les formations du Gorée Institute ont bénéficié à des acteurs des OSC et autres de toute l'Afrique de l'Ouest et de nombreux autres pays***

# “ LA VOIX DES JEUNES



*“En tant que membre d’un parti politique et responsable d’une structure de jeunesse au sein du parti, cette formation m’a permis de me renforcer davantage...”*

**Fatou Binetou Mbodj, Juriste, élue locale à la Mairie de Dakar / Sénégal**

*“La formation au Gorée Institute m’a permis de mieux comprendre les dynamiques en lien avec le leadership et la violence électorale dans les autres pays du Sahel avec lesquels nous partageons plus ou moins les mêmes réalités...”*

**Ouedraogo Souleymane, Artiste musicien, membre Balai Citoyen / Burkina Faso**



*“A travers cette formation, j’ai appris que les élections ne sont pas des événements, mais plutôt des processus et, par conséquent, la société civile doit jouer le rôle de veille citoyenne et d’observation des élections pour le respect de la loi électorale...”*

**Samerou Diallo, Juriste, Réalisateur, Coordonnateur Démocratie 101 / Mali**



*“La formation au Gorée Institute nous a permis d’apprendre la science du leadership et les techniques adéquates de prévention et de résolution des conflits électoraux. Elle nous a réellement outillés sur les différentes valeurs et qualités du leader...”*

**Traoré Ibrahim, Juriste, membre de l’UPC / Burkina Faso**

*“Ce que je peux dire, c’est que je ne suis plus la même depuis cette formation. J’ai fait une introspection et j’ai réalisé à quel point je suis importante pour ma Nation et que mon dynamisme au sein de mon association peut faire bouger les lignes...”*

**Adjaratou Tall, Journaliste, Productrice, membre AJEA / Burkina Faso**



*“La formation au Gorée Institute a été d’un très grand apport pour moi car j’ai appris de nouveaux concepts et cela a réveillé le leader qui sommeillait en moi...”*

**Nemata Brigitte Zoungrana, Comptable, Trésorière nationale CNJ-BF / Burkina Faso**

# Mot du Directeur

En 2022, le Gorée Institute, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, a poursuivi son objectif de renforcement de la société civile en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel afin de contribuer efficacement au développement durable de la région. L'année 2022 a été une année particulière en termes de défis. En effet, l'Institut a déroulé ses programmes dans un contexte sahélien essentiellement marqué par des coups d'états répétitifs au Mali et au Burkina Faso, les sanctions de la CEDEAO à l'encontre du Mali et le rétrécissement de l'espace civique au Sénégal.

L'année 2022 a été particulièrement marquée par une régression de l'État de droit et de la démocratie avec une tendance à des régimes autocratiques, une restriction de l'espace civique marquée par un régression des droits et libertés fondamentales; et d'autre part une crise des institutions de régulation et de contrôle concomitamment aux défis d'une justice indépendante et impartiale.

Les femmes et les jeunes continuent d'exprimer leurs volontés ultimes de faire entendre leurs voix afin de participer activement à la formulation des politiques publiques et à leur mise en œuvre pour le

renforcement des processus de gouvernance. Cependant, il a été noté que la culture patriarcale endoctrinée et le système politique patrimonial inhérent n'ont fourni que peu de plateformes formelles adaptables à leurs besoins, intérêts et attentes. En conséquence, il est devenu un privilège plutôt qu'un droit de nommer ou de donner aux femmes et aux jeunes une plateforme pour faire entendre leurs voix dans le paysage politique. En d'autres termes, les femmes et les jeunes veulent s'exprimer à haute voix contre le déficit démocratique ou être les pionniers du changement, mais ils ne sont pas écoutés parce perçus comme manquant de connaissances et des compétences intellectuelles requises et inexpérimentés pour traiter les questions critiques de gouvernance.

Tous ces défis notés tout au long de l'année 2022, par-delà qu'ils révèlent les enjeux politique, sécuritaire, de bonne gouvernance et migratoire de l'Afrique de l'Ouest, nous prouvent qu'il y a encore du chemin à faire dans le partage des valeurs de démocratie, de transparence, de paix et développement, si chères au Gorée Institute. Ils nous démontrent également au besoin la nécessité de la part des démocrates du monde et de la communauté épistémique d'Afrique et d'ailleurs de mobiliser

toutes leurs énergies pour l'implantation desdites valeurs et de préparer pour les générations futures une sous-région ouest africaine beaucoup moins sujette aux tensions qui l'ont traversée en 2022.

A travers le Programme Power of Dialogue, le Gorée Institute et ses partenaires travaillent à mettre au centre de nos institutions les jeunes et les femmes pour faire vivre la démocratie sur le continent particulièrement dans les pays du Sahel. Les recherches et analyses, les ateliers de renforcement de capacités et de dialogues multi-acteurs contribuent à créer des synergies citoyennes pour influencer les politiques et les pratiques pour plus de liberté et de justice, pour des responsabilités partagées et pour une institutionnalisation des dynamiques partagées.

Le Gorée Institute, fidèle à ses valeurs, s'évertuera à atteindre les objectifs fixés par son Conseil d'administration pour une Afrique paisible, démocratique, libre et transparente dans la gouvernance des pouvoirs publics. Ces valeurs, auxquelles le Gorée Institute attache beaucoup de prix, deviennent un enjeu majeur de cette partie du continent et ne doivent laisser personne indifférente. Ces valeurs ont besoin d'être consolidées et vulgarisées au sein des populations tout comme auprès des acteurs politiques et de la société civile.

Ce présent rapport fait l'économie de nos principales activités de l'année 2022. Ce travail est réalisé en collaboration avec les organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, les acteurs étatiques, la Communauté des chercheurs, les décideurs politiques au niveau national et régional mais aussi avec le soutien des partenaires techniques et financiers.

Le succès de la deuxième année de mise en œuvre du programme Power of Dialogue et des autres programmes notamment Charter Project Africa, Gouvernance des ressources naturelles,

Strengthening Global Civil Society Organizations, témoigne de l'engagement, de la résilience et de l'esprit d'innovation du personnel du Gorée Institute qui continue de s'adapter à un environnement de plus en plus difficile.

Enfin, le Gorée Institute est fier d'avoir comme partenaire stratégique le Gouvernement des Pays Bas, la Fondation Ford, l'Union européenne, l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement mais aussi de s'associer au Netherlands Institute for Multiparty Democracy et European Partnership for Democracy dans le cadre de consortium. Plus que jamais, nous avons besoin de travailler à construire des partenariats collaboratifs pour une Afrique avec des Etats démocratiques mais efficaces, une société civile engagée et dynamique, des citoyens ouverts et informés, un secteur privé prospère et transparent.

Bonne lecture !

**Doudou DIA**

Directeur Exécutif, Gorée Institute





# RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Les programmes de formation et de renforcement de capacités de l'Institut ont été guidés par son plan stratégique organisationnel 2020-2025. Dans le cadre de ce plan stratégique le renforcement de capacités fait partie de l'approche institutionnelle et l'Institut s'étant fixé pour objectif de renforcer celles de plus d'une centaine d'Organisation de la Société Civile (OSC) chaque année en Afrique de l'Ouest.

Grâce à ses interventions en 2022, cent cinquante-deux (152) acteurs de quatre-vingt-onze (91) organisations de la société civile (OSC) ont bénéficié des programmes de renforcement des capacités de l'Institut Gorée.

L'Institut a continué à améliorer son programme de formation spécifique à la société civile, ce qui a amélioré son approche du renforcement des capacités grâce à des techniques de facilitation efficaces basée sur le partage d'expériences entre les bénéficiaires qui travaillent au sein de la société civile.

Les renforcements de capacités en 2022 tout comme en 2021, sont essentiellement menés dans le cadre du programme quinquennal «**Power of Dialogue**».

Le **programme Power of Dialogue (POD)** est axé sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes leaders en herbe. Ce renforcement des capacités leur permet d'influencer et de

participer efficacement aux processus politiques qui respectent et promeuvent les normes et valeurs démocratiques. L'autonomisation des femmes et des jeunes est donc un thème central du programme.

Les acteurs civiques et politiques sont au cœur du programme car les deux groupes ont des rôles complémentaires à jouer. Alors que les acteurs civiques défendent légitimement les besoins de la population, les acteurs politiques doivent être réactifs et rendre des comptes à la population. Les associations dirigées par des femmes et des jeunes n'étant pas toujours organisées de manière traditionnelle et institutionnalisée, le Consortium fait le choix délibéré de travailler également avec ces associations émergentes et de les outiller pour qu'elles puissent assumer leurs rôles de leadership et d'influence.

Le but ultime du Consortium POD est de «**contribuer à un espace démocratique pacifique et à une prise de décision politique inclusive, réactive et représentative à tous les niveaux**». Le programme se concentre spécifiquement sur les jeunes et les femmes leaders en herbe en tant qu'acteurs du changement pour des systèmes politiques inclusifs et un changement politique pacifique. Ces leaders ont besoin d'un appui concret pour entrer dans le système politique et exercer leur droit d'influencer la prise de décision.

## Leadership et prévention des conflits électoraux au Sahel

« Leadership et prévention des conflits électoraux au Sahel » est le thème du premier atelier de formation tenu en 2022 dans le cadre du programme Power of dialogue, ciblant les OSC, les représentants des organes de gestion des élections et les groupes de protection des droits des femmes et les associations de jeunes et des représentants de partis politiques au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

L'objectif global de cette activité régionale était de renforcer les capacités des OSC, des acteurs étatiques et des groupes civiques en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de communication des données, et d'application des connaissances, des compétences et des techniques de consolidation de la paix et de prévention des conflits pour atténuer la violence liée aux élections.

En effet, les élections étant des moments critiques dans la vie d'une nation, notamment en Afrique, elles ont dépassé le cadre intérieur pour devenir des questions d'intérêt régional et sous régional, avec la violence électorale et ses retombées telles que les mouvements de réfugiés et la crise humanitaire qui ne connaissent pas de frontières.

Cette formation a également amélioré les compétences de leadership de 30 principales parties prenantes, à savoir les jeunes et les femmes, afin qu'ils soient à même de prévenir et/ou d'atténuer l'escalade de la violence électorale tout au long du cycle électoral.

Quelques recommandations à l'issue de cet atelier:

- Mettre en place des systèmes de monitoring de la violence électorale, pour identifier les sources, les foyers de violences électorales ;
- Établir des cadres fiables et efficaces de règlement des contentieux électoraux ;
- Élaborer des dispositions juridiques favorables aux processus crédibles d'inscription des



électeurs et d'enregistrement des partis politiques et candidats ;

- Mobiliser et impliquer les acteurs non étatiques dans les discussions portant sur le cadre électoral afin de réaliser la participation citoyenne ;
- S'assurer que le processus de découpage électoral est bien mené dans les délais raisonnables et que les acteurs politiques en acceptent les résultats ;
- Mettre en place des organes et mécanismes de règlement des contentieux électoraux à un stade précoce du processus ;
- Promouvoir la compréhension du rôle des acteurs non étatiques dans l'organisation d'élections pacifiques, et plaider en faveur de l'intégration des mécanismes alternatifs de résolution des conflits ;
- Former les personnes responsables de la résolution des conflits au droit électoral.

# Leadership politique des femmes et la prévention des conflits au Sahel

L'esprit qui a guidé la tenue de cet atelier réside essentiellement dans la volonté de réunir un grand nombre d'organisations de la société civile féminine du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour échanger à cœur ouvert sur la lancinante question de l'implication des femmes dans les sphères décisionnelles et les processus de consolidation de la paix, dans un contexte ouest-africain marqué par la persistance, voire la montée des violences multiformes, la situation précaire des femmes, ainsi que leur marginalisation dans les processus politiques. En effet, force est de noter

réponse tenant en compte la pléthore d'instruments multiformes de plaidoyer, de prévention des conflits et consolidation de la paix, des divers acteurs en mesure d'agir, des synergies opportunes entre les acteurs et les instruments, de l'importance de la prise en compte du contexte dans la mise en œuvre des processus de prévention des conflits et consolidation de la paix, mais aussi de la relation entre genre et violence au Sahel. A travers cette initiative sous régionale tenue du 20 au 22 juin, l'Institut a contribué, avec l'appui de ses partenaires nationaux et internationaux, à améliorer l'appréhension du rôle des femmes dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix et de l'importance de les impliquer et de leur donner les moyens d'agir. Par ailleurs, des recommandations ont été formulées en vue d'une participation pleine et effective des



que les femmes et les hommes n'ont pas le même accès aux ressources, au pouvoir et à la prise de décisions, avant, pendant et après les conflits.

L'objectif principal de cet atelier était de renforcer le leadership des femmes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique dans les pays ciblés du Sahel. Cela inclut également le renforcement de leurs compétences pour anticiper et répondre aux conflits et aux crises, pour travailler efficacement dans des environnements politiques instables, et pour enrichir leur engagement civique avec les acteurs politiques. De manière plus spécifique, il s'agissait de fournir aux participants un cadre de

femmes dans les aspects de la vie de leurs communautés au Sahel. Des recommandations adressées globalement aux États, aux OSC et au Gorée Institute. Mieux, les femmes ayant pris part à cet atelier ont conjointement rendu public un document dénommé « Appel de Gorée » sur la situation relative aux sanctions sur le Mali.

# Rôle des OSC dans la médiation, la négociation et le dialogue pour influencer les politiques au Sahel

Pour cette troisième activité du programme Power of Dialogue, le Gorée Institute a associé les organisations de la société civile et les membres des réseaux de l'Institut travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans les pays cibles du Sahel. Cela dans le cadre d'un atelier de formation régional de renforcement de capacités en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits, du 29 juin au 1er juillet 2022.

Le Gorée Institute qui, depuis sa création, ne cesse de nouer des relations de travail professionnelles avec des organisations de la société civile et des acteurs politiques crédibles, s'est attelé, tout au long de ces décennies, à donner des opportunités aux OSC et acteurs politiques de renforcer leurs capacités et d'amplifier leurs voix pour avoir un plus grand impact dans les pays cibles du programme POD, à savoir le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal. Cet atelier reste dans cette dynamique de tirer parti des connexions et des ressources disponibles à travers le programme POD. Ainsi, avec les connaissances, les ressources et les techniques de médiation et de négociation qui ont été requises de cette formation, les partenaires du réseau de l'Institut Gorée et les représentants des organisations de la société civile, principales cibles de la formation, peuvent désormais jouer un rôle de premier plan dans la persuasion politique positive afin d'influencer les politiques et les pratiques de consolidation de la paix dans les pays cibles du Sahel. C'est dans ce contexte que la composante essentielle de la formation a compris des techniques de prévention, de médiation et de négociation, ainsi que l'analyse des conflits et le développement d'une réponse précoce.

Cet atelier de trois jours sur le rôle des OSC dans la médiation, la négociation et le dialogue pour



influencer les politiques au Sahel a permis de renforcer les capacités des OSC et des membres du réseau de l'Institut issus du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Sénégal en leur permettant d'acquérir les connaissances, les compétences et les techniques nécessaires en matière de médiation, de négociation et de dialogues pour influencer les politiques et les pratiques de consolidation de la paix. La formation a surtout aidé les 30 participants à cet atelier à avoir une bonne compréhension des facteurs qui sous-tendent les conflits et du type de mesures de consolidation de la paix et de prévention des conflits nécessaires pour résoudre les conflits ou la violence liée à la politique aux niveaux communautaire, national et régional.

Les compétences nécessaires acquises au cours de cette formation ont donné aux participants le lieu de pouvoir identifier les principaux indicateurs de conflit et de paix, et de se concentrer sur la catégorisation des indicateurs en fonction du contexte national. Les participants issus des quatre pays de la zone Sahel disposent dorénavant d'un cadre de réponse qui tiendra compte de l'éventail des instruments de paix et de sécurité disponibles pour agir. La formation a également fourni aux groupes cibles les outils nécessaires pour mener une évaluation, une analyse de conflit et une planification qui sont nécessaires dans des situations de conflits.

# Engagement des parties prenantes dans la consolidation de la paix et la stabilité au Sahel à travers une approche inclusive et participative

On ne peut parler de consolidation de la paix et de stabilité dans la zone Sahel sans prendre en compte l'engagement des parties prenantes dont le travail d'anticipation et de réponse aux conflits et aux crises nécessite des outils efficaces. En effet, comme dans la plupart des pays africains touchés par des conflits, certaines parties prenantes, notamment les femmes, les leaders religieux, les autorités traditionnelles et coutumières et les jeunes sont le plus souvent exclues des processus officiels de négociation de la paix qui demeurent ainsi la chasse gardée des acteurs politiques et de certains membres de la société civile. Force est de noter que les autres parties prenantes, qui ont pourtant un rôle actif à jouer dans la consolidation de la paix, ne sont ni assez visibles ni assez reconnus.

Ainsi, le Gorée Institute, dans le cadre de son programme "Power of Dialogue" qui promeut un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif, a renforcé les capacités des parties prenantes à travers un atelier régional de trois (3) jours sur le thème : "L'engagement des parties prenantes dans la consolidation de la paix et la stabilité au Sahel à travers une approche inclusive et participative".

Cet atelier de renforcement de capacités qui s'est tenu du 13 au 15 juillet 2022 a réuni les organisations de la société civile, les représentants des institutions de paix et de sécurité, des associations de jeunes et des représentants de partis politiques, mais aussi des leaders religieux issus du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Les capacités des parties prenantes ont, à cet effet, été renforcées sur les principes du dialogue inclusif,



sur les techniques d'analyse des conflits, et les mécanismes traditionnels et modernes de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Compte tenu de la démarche inclusive et participative adoptée par l'Institut, la formation a permis aux parties prenantes composées de membres de la société civile, d'acteurs politiques, de leaders religieux et coutumiers, d'associations de jeunes et de femmes, d'institutions étatiques, de parlementaires et d'institutions internationales d'être particulièrement mieux outillés sur le développement d'un cadre analytique pour comprendre et anticiper les sources potentielles de conflit afin de développer des réponses optimales d'atténuation en utilisant plusieurs outils et techniques de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Les parties prenantes ont également été formées sur la manière d'obtenir des indicateurs d'éclosion de la violence, et sur la manière d'utiliser différents types d'opportunités pour prévenir les conflits et la violence à motivation politique, économique ou sociale.

## Programme de mentorat pour les jeunes et les femmes

Le Mentorship program (programme de mentorat) répond à une préoccupation soulevée par l'analyse de l'économie politique régionale qui a été réalisée par le Gorée Institute et selon laquelle la représentation des jeunes et des femmes dans les processus de consolidation de la paix et de la prise de décision politique est limitée, en particulier dans les zones rurales, en raison du manque

thématiques, complétée par des visites de terrain dans des institutions étatiques et non étatiques clés telles que le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), le Comité Sénégalais des Droits de l'Homme (CSDH) et Timbuktu Institute. Cela sous la supervision d'un mentor et du staff de l'Institut.

A l'issue des travaux de cet atelier introductif de la première phase du programme de Mentorat, les recommandations ci-après ont été globalement formulées en vue d'une participation pleine et effective des jeunes et des femmes aux opérations de promotion et de maintien de la paix. Elles sont essentiellement adressées aux mentees et



d'expérience, de connaissances et de confiance en soi. C'est donc en réponse à ce constat que le programme de mentorat du Gorée Institute a ciblé les jeunes hommes et les femmes en herbe n'ayant peut-être pas été initiés aux outils conjoints de conflit, aux plans d'action préventifs et au plaidoyer basé sur les intérêts. La première phase du programme de Mentorat qui renforce les capacités des jeunes femmes et hommes leaders à jouer un rôle actif dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le processus de prise de décision politique aux niveaux national et régional, a été matérialisée par une formation en résidence de cinq (5) jours sur l'île de Gorée à Dakar (du 18 au 22 juillet) sur diverses

proviennent des mentors et des personnes ressources visitées.

- Plaider pour la ratification de la charte africaine de la démocratie par le Comité Sénégalais des Droits de l'Homme
- Plaider pour l'amélioration et / ou renforcement du cadre juridique encadrant la promotion de l'inclusion au Sahel ;
- Plaider pour la prise en compte de l'agenda sécuritaire dans les élections ;
- Faire preuve de plus d'engagement, d'esprit

## RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

d'initiative et d'innovation dans les initiatives sécuritaires ;

- Revisiter, rationaliser, revaloriser, documenter et vulgariser des mécanismes endogènes de règlements des conflits en Afrique en prenant en compte l'implication des femmes ;
- Construire des réseaux pour amplifier les actions et améliorer l'impact ;
- Dynamiser le plaidoyer et la veille sociale en faveur des droits humains, de la justice, de la lutte contre les discriminations et du dialogue intercommunautaire ;

L'acte 2 de ce programme de promotion du leadership des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique au Sahel s'est tenu le 24 octobre 2022 à l'École de Maintien de la Paix, Alioune Blondin Beye de Bamako. Ainsi, la deuxième phase s'est faite sous le format d'un atelier de synthèse ayant permis aux mentorés de dérouler leurs méthodes de fertilisation des connaissances, compétences et expériences acquises dans le cadre de ce programme de mentorat. Cette activité perçue comme un atelier d'achèvement de ce programme a permis d'évaluer la façon dont ce dernier a pu répondre aux aspirations futures des jeunes mentorés. Mais aussi de déterminer si le programme de mentorat, tel qu'il a été conçu, correspond à la réalité et à l'objectif que le programme était censé atteindre. L'étape de Bamako a fourni aux mentorés un espace d'exposition de leurs connaissances et de



leurs compétences acquises tout au long du processus. Tour à tour, les mentorés ont publiquement présenté leurs documents de plaidoyer et de projets de changement. S'en sont suivies des sessions de travaux de groupes par pays, des présentations en plénière, mais surtout des réflexions critiques par rapport aux défis et objectifs fixés dans le programme Mentorat, et la formulation de recommandations vers des actions pour des collaborations futures. Après la clôture du programme déroulé au bout de quatre (4) mois, le Gorée Institute et ses mentees se sont projetés vers la création d'un des réseaux de jeunes les plus dynamiques de la région du Sahel.



# DIALOGUE ET PLAIDOYER



Le continent africain depuis plusieurs décennies n'a cessé d'être en prise à des crises du fait d'éléments conjoncturels et/ou structurels, de chocs exogènes ou d'évènements endogènes. Eléments ou chocs causés par plusieurs facteurs. La chute du mur de Berlin et la redéfinition des contours d'un nouvel ordre mondial vont participer à l'apparition de nouvelles formes d'instabilités à travers le monde. Les conflits ne sont plus interétatiques mais intraétatiques. L'émergence de nouvelles dynamiques politiques, la vague de démocratisation aidant, cause l'intrusion de nouveaux acteurs dans l'espace public, tirant leur légitimité de plusieurs espaces et par plusieurs canaux légalement ou légitimement consacrés. Les médias, la société civile, les mouvements citoyens, etc. viennent sonner le glas d'une gestion solitaire, unitaire ou autocratique. La mise en œuvre de politiques publiques est en amont présidée par moult négociations et arbitrages. Dès lors, l'on peut affirmer qu'une forme de gouvernance se structure. Selon les dispositions des acteurs à négocier, selon les orientations de ces négociations, il en ressort des tendances diverses de la gouvernance en Afrique. Du point de vue empirique, dans le comportement de tous les jours, à travers les actes posés de part et d'autre il convient de noter la convergence d'actes émanant aussi bien du « haut » que du « bas » et qui causent une crise aigüe de la gouvernance en Afrique. Corruption, violation des droits de l'Homme, mode de dévolution biaisé du pouvoir, mauvaise gestion des ressources naturelles et

environnementales, crise d'autorité, etc. sont autant de défis auxquels l'Afrique doit faire face.

Les stratégies publiques classiques de règlement de cette question terroriste ont montré leur limite. D'autant plus que les options strictement sécuritaires n'ont, à ce jour, produit de résultats satisfaisants. Du moins elles n'ont pas réussi à endiguer le phénomène de l'extrémisme violent qui prend de l'ampleur dans la sous-région ouest-africaine. Dans certains cas, les solutions militaires ont été contreproductives avec les ratés des opérations de sécurisation et leur lot bavures occasionnant encore plus de frustration et de radicalisation.

L'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique a joué, depuis sa création, un rôle de facilitateur et servi de cadre d'expression des idées. Les sessions annuelles de dialogues comme le symposium et le forum des jeunes constituent une continuation de toutes les initiatives prises dans la médiation et la facilitation dans plusieurs conflits en Afrique. Il s'agit, dans un cadre plus ouvert et plus bigarré, d'initier dans une certaine mesure un dialogue politique, un lieu d'anticipation des concepts et paradigmes, des conflits éventuels afin d'entrevoir des solutions. Par ailleurs, dans un souci de documentation de ces rencontres annuelles, des publications ont accompagné ces foras.

## Forum régional sur les transitions démocratiques et la stabilité politique au Sahel

En réponse à la crise politique émergente et aux défis de la gouvernance démocratique au Sahel, les organisations partenaires que sont le **Gorée Institute** (Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique) et le **NIMD** (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) ont défini et réajusté leurs plans stratégiques prioritaires respectifs afin d'organiser conjointement un Forum régional multi-acteurs

régional.

Malgré une expérience coloniale similaire, les États sahélo-sahéliens connaissent différentes phases et formes de transitions politiques. En effet, même si la vague de changement des années 90 en particulier a apporté un nouvel espoir dans l'aspect de la gouvernance et de la transition dans la sous-région, il n'y a toutefois pas lieu de verser dans un optimisme béat. Car, à l'exception du Sénégal et du Cap-Vert, la sous-région continue de subir une série de pratiques anticonstitutionnelles avec l'accès des militaires au pouvoir par le biais de coups d'État et la tendance des politiciens à prendre et à contrôler le pouvoir par tous les moyens antidémocratiques nécessaires, y compris la fraude électorale et le tripatouillage des



sur l'île de Gorée, les 12 et 13 septembre 2022 sur le thème : «**Transitions démocratiques et stabilité politique au Sahel**».

L'initiative de l'Organisation basée au Sénégal et celle basée au Pays-Bas s'inscrit dans le cadre d'un effort institutionnel collectif visant à créer un espace permettant aux acteurs politiques et civiques de discuter et de réfléchir à leurs défis communs en matière de gouvernance démocratique et d'adopter des positions et des mesures mutuellement approuvées dans l'optique d'influencer les décideurs aux niveaux national et

constitutions à des fins de prolongation de mandats et de dévolution monarchique. Ces procédés alarmants ont suscité un examen de conscience entre les dirigeants du Gorée Institute et de ceux du NIMD qui voient ainsi la nécessité de réunir les acteurs civiques et politiques afin de discuter et de réfléchir sur la menace croissante à la stabilité démocratique en raison de la récurrence des coups d'État militaires, des menaces à la stabilité politique et au développement.

Ce Forum qui sera abrité par l'Institut panafricain constituera aussi un cadre de proposition de recommandations aux décideurs internationaux,



régionaux et nationaux afin d'influencer le changement dans les pays cibles du Sahel. Il incitera également à un engagement post-forum avec la publication d'un document/communiqué final par le biais d'une campagne de plaidoyer utilisant diverses plateformes, y compris les médias traditionnels et sociaux, pour influencer les directives politiques vers une transition politique pacifique.

Il importe de noter qu'implicitement, le Forum régional reste fidèle à la vision collective de Gorée Institute et du NIMD en réponse à une frustration croissante exprimée par les acteurs civiques en particulier concernant la tendance croissante en matière de coups d'État militaires et d'abus des principes démocratiques qui se sont avérés préjudiciables au bien-être des citoyens dans la sous-région.

En outre, il s'agit d'un processus de dialogue multipartite qui contribuera à élargir l'espace civique dans une zone géographique complexe et politiquement sensible en Afrique de l'Ouest. Cela nécessite donc un effort de collaboration car les deux institutions sont stratégiquement très visibles dans les pays cibles, à savoir le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal, à travers des approches régionales et nationales dans la mise en œuvre de

leurs initiatives respectives du Power of Dialogue (POD).

Cet événement réunira de multiples parties prenantes telles que les membres du Consortium POD (NIMD et Gorée Institute), les décideurs politiques des pouvoirs exécutif et législatif des pays cibles, d'éminents universitaires et praticiens africains. Il recevra aussi des représentants du Secrétariat de la CEDEAO, des représentants des États concernés, des représentants du G5 Sahel, de l'UNOWAS, des groupes civiques, membres d'OSC, d'associations de jeunes et de groupes de défense de l'égalité des sexes et des professionnels des médias.

A l'issue de ce Forum, les différents participants ont publié ce qu'il était convenu d'appeler l'« **Appel de Gorée** » sur les transitions démocratiques et la stabilité politique au Sahel.

### Forum de la Jeunesse à Bamako sur l'engagement des jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel

faire entendre la voix d'autres jeunes dans les plateformes de prise de décision publique, celles-ci ne sont guère appréciées, leurs préoccupations pas généralement prises en considération et leurs suggestions politiques le plus souvent ignorées. Pis, les jeunes sont souvent perçus par les dirigeants politiques comme manquant de connaissances, d'expérience et de compétences pour proposer des suggestions politiques fondées sur des preuves.



Fournir aux jeunes un espace de dialogue et d'expression de leurs voix afin d'influencer le changement dans leurs pays respectifs au Sahel est une des préoccupations du programme Power of Dialogue. L'organisation annuelle du Forum de la Jeunesse dans les capitales africaines étant devenue une tradition institutionnelle pour le Gorée Institute depuis 2016, le choix de cette année est porté sur la capitale malienne pour abriter l'édition 2022. A cet effet, un partenariat a été formalisé avec l'École de Maintien de la Paix, Alioune Blondin Beye de Bamako pour une organisation conjointe. Avec comme thème « Engager les jeunes comme partenaires stratégiques dans la consolidation de la paix et les processus politiques au Sahel », l'évènement organisé les 25 et 26 octobre à l'EMP-ABB entre en droite ligne avec les objectifs institutionnels et les directives des programmes des deux institutions. En effet, tout part des résultats de l'analyse de l'économie politique régionale qui révèlent que malgré des millions de jeunes qui consacrent beaucoup de temps, d'énergie et de ressources humaines pour

L'évènement annuel du Gorée Institute a été honoré par la présence d'une jeunesse engagée dans la voie de la stabilisation de la zone Sahel, mais aussi par celle de hautes personnalités du Mali dont les ministres maliens de la Jeunesse et de la Réconciliation nationale et d'autres acteurs clés du pays. L'accent a été mis sur les principaux obstacles politiques, ainsi que sur l'expérience et les défis auxquels sont confrontés les jeunes au 21ème siècle. Par ailleurs, les présentations thématiques étaient axées sur des suggestions et des recommandations inspirantes pour motiver les jeunes, ainsi que sur des options politiques pour influencer le changement.

L'objectif du forum était de fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage et d'échange d'expériences et de bonnes pratiques afin d'améliorer leur participation aux processus politiques et de paix dans leurs pays respectifs au Sahel. Le forum a impliqué des experts et des praticiens qui ont partagé leurs réflexions, leurs analyses et leurs expériences avec les jeunes sur

## DIALOGUE ET PLAIDOYER

l'état actuel de l'espace civique et la participation active des jeunes dans la construction de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique.

L'événement a été rehaussé par des dignitaires tels que le Colonel Souleymane Sangaré, Directeur Général de l'Ecole de Maintien de la Paix, Alioune Blondine Bèye ; M. Mossa Ag Attaher, le ministre de la Jeunesse et des Sports; le Colonel Major Ismael Wague, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale ; et M. Habib Dackouo, le président du Conseil National de la Jeunesse du Mali, qui ont, tour à tour, délivré des messages de bonne volonté inspirés en mettant l'accent sur la nécessité de soutenir et de forger un partenariat stratégique avec les jeunes pour relever les défis communs en matière de paix et de sécurité au Sahel. De même, les présentations des experts thématiques ont mis l'accent sur des suggestions et des recommandations inspirantes comme motivation critique pour les jeunes, ainsi que sur des options politiques pour influencer le changement.



## VII<sup>e</sup> Symposium annuel sur les défis sécuritaires et les dynamiques politiques au Sahel

Le Gorée Institute qui se consacre à la promotion de sociétés pacifiques, autonomes et ouvertes par le biais de la recherche, de la réflexion et de l'intervention directe, invite chaque année d'éminents universitaires, des praticiens, des groupes civiques et des décideurs politiques de tout le continent africain à réfléchir collectivement et à renouveler leurs connaissances sur la bonne



Le Symposium du Gorée Institute est un événement annuel d'échanges qui rassemble des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, dans un but de servir de cadre de référence aux États, aux organisations de la société civile et aux organisations internationales.

Cette année encore, le Gorée Institut n'a pas dérogé à la règle avec l'édition 2022 tenue les 15 et 16 novembre, axée sur le thème « **Défis sécuritaires et dynamiques politiques au Sahel: engagement des parties prenantes** ».

En effet, le Sahel continue d'être sous le coup des menaces sécuritaires avec des implications sérieuses communes à certains pays et spécifiques à d'autres. Certains facteurs, sources de conflits sont généralement associés à la fragilité des États, notamment le rétrécissement de l'espace civique et l'incapacité des institutions démocratiques à promouvoir et à protéger les principes démocratiques.

gouvernance démocratique, ainsi que sur les défis de la paix et de la sécurité, dans le but de trouver des solutions africaines pratiques aux problèmes africains.

Le thème du colloque de l'édition 2022 est un choix délibéré dans la recherche de la bonne gouvernance démocratique dans un climat politique incertain, avec une orientation sur le rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans la lutte contre les structures enracinées des déficits démocratiques.



Pour éclairer les débats, des études spécifiques ont été menées sur les pays cibles (Sénégal, Mali, Niger et Burkina Faso) pour contribuer à aborder les questions et les défis affectant la sécurité, la bonne gouvernance démocratique et la stabilité politique dans ces pays.

Faisant partie des activités prévues dans le cadre du programme Power of Dialogue, la septième édition a facilité une bonne compréhension des questions de gouvernance démocratique et des défis qui affectent la stabilité en Afrique de l'Ouest, au Sahel en particulier.

### Les résultats

- Un espace a été créé pour réfléchir collectivement et s'informer mutuellement sur la bonne gouvernance démocratique, ainsi que sur les défis en matière de paix et de sécurité dans la recherche de solutions pratiques à la transition politique au Mali et au Burkina Faso.
- Un espace a été créé pour réfléchir collectivement à la manière de promouvoir les valeurs indivisibles inscrites dans les principes et idéaux de la bonne gouvernance démocratique, en tant que mesure de renforcement mutuel instituée par les gouvernements et les institutions régionales pour parvenir à une transition politique pacifique.
- Les leçons tirées du Sénégal sur la nature de la stabilité politique et de la cohérence du régime

ont été partagées avec les participants des pays voisins qui connaissent une transition politique difficile.

- La vulnérabilité structurelle des États membres de la CEDEAO en ce qui concerne l'instabilité politique, les manipulations constitutionnelles visant à prolonger le mandat présidentiel et les répercussions sous la forme de coups d'État et le rétrécissement de l'espace civique ont fait l'objet de discussions.
- Un espace a été créé pour une réflexion plus approfondie afin de démêler certains déficits démocratiques persistants et les implications pour la paix et la stabilité politique au niveau de chaque État, tout en se fixant sur la solution prédictive à la situation politique, y compris la nécessité de créer des réseaux et des alliances pour influencer le changement aux niveaux national et régional.
- Un document final reflétant la position commune des participants concernant les défis et la manière d'influencer une transition politique pacifique a été produit et diffusé auprès des décideurs politiques et des acteurs non étatiques aux niveaux régional et national.
- Un documentaire vidéo sur l'événement a été produit et partagé sur la plateforme de médias sociaux correspondante avec les membres de son réseau à travers l'Afrique de l'Ouest.



### Atelier régional de dialogue multi-acteurs pour promouvoir une synergie citoyenne ouest africaine pour la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des ressources tirés des industries extractives

réflexions pour aboutir à des actions collectives visant à améliorer la gouvernance des ressources extractives au Nigeria, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Ghana, en Sierra Leone et au Sénégal.

Pendant deux jours, la réflexion sur diverses perspectives liées à la gouvernance des ressources extractives s'est faite sur la base d'une présentation des résultats des études comparatives croisées sur le partage d'expériences en matière de ressources



Les experts et l'ensemble des acteurs ouest-africains du secteur extractif se sont réunis au Gorée Institute les 29 et 30 novembre dans une dynamique permanente de promouvoir la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des revenus tirés des industries extractives. Ces acteurs issus des pays ciblés par le projet de bonne gouvernance des ressources naturelles, soutenu par la **Fondation Ford**, ont pris comme prétexte les résultats des études comparatives menées sur la gouvernance des ressources naturelles dans les pays d'Afrique de l'Ouest ciblés par le projet pour déceler les lacunes et faire ensuite des recommandations allant dans le sens d'améliorer la gouvernance des ressources extractives.

L'atelier régional organisé par le Gorée Institute sur la transparence et l'équité dans la gestion des ressources naturelles a permis aux acteurs de la société civile actifs dans la gouvernance des ressources naturelles et aux chercheurs des différents pays d'approfondir ensemble leurs

naturelles, de l'examen des réglementations et des politiques, de la cartographie et de l'analyse des parties prenantes et des acteurs opérationnels menées au niveau des États cibles d'Afrique de l'Ouest.

L'exposé des cas du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Sierra Leone, de la Guinée et du Nigeria ont ainsi permis d'interroger les défis de l'exploitation des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest, mais aussi de dépister ses impacts réels sur les droits humains, et de saisir tous les contours du cadre législatif.

Les participants à cet atelier régional, composés d'experts de hautes institutions étatiques et non étatiques actives dans le secteur extractif, de la société civile et des médias, ayant des points de vue différents, ont pu échanger sur tous les aspects relatifs à l'exploitation des ressources naturelles dans les pays concernés.

Examinant l'étude comparée qui leur a été

soumise, les acteurs des divers pays ont repéré une kyrielle de manquements tels que l'absence de disposition ayant trait à la répartition des fonds au niveau communal, au manque d'accès à l'information, à la pauvreté du débat public, à l'absence de plan de développement pour orienter les fonds au bénéfice des populations, à l'écart qui existe entre la réglementation et la pratique dans la



gouvernance des ressources, etc. Les rapports d'études présentés ont fait l'objet de discussions dans l'optique de faire ressortir les bonnes pratiques et les défis persistants en matière de législation, de réglementation et de participation communautaire dans les pays cibles.

Par ailleurs, il a été émis, au cours de cet atelier régional, l'idée de la mise en œuvre d'une plateforme commune de plaidoyer qui prendra en compte les préoccupations de tous les pays concernés en matière de gestion des ressources naturelles. En ce sens, les différents participants ont eu un consensus pour travailler ensemble à la matérialisation de la future plateforme. Ce qui a démarré par des travaux de groupes par pays sur la mise en place de la plateforme de dialogue, de concertation et de production de contenus sur le secteur extractif. Une plateforme qui, au-delà des organisations, va concerner les citoyens des différents pays concernés afin d'influencer d'une part les États et d'autre les organisations nationales et internationales et les communautés, surtout celles issues des zones d'exploitation.

La mise sur pied d'une telle plateforme est d'autant plus nécessaire qu'il se pose un problème de pilotage et de coordination efficace, comme l'ont souligné les acteurs présents à l'atelier et pour qui le fait que les nouveaux codes confortent la consécration constitutionnelle de la propriété

populaire des ressources naturelles nécessite une prise en compte et une forte implication citoyenne.

Ainsi, par rapport à tous ces manquements soulignés, les experts de différents bords se sont engagés à travailler sur le contenu pour chaque pays en guise de contribution à l'étude comparative qui leur a été soumise. A la fin de l'atelier, une Déclaration sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest a été rédigée avec le concours de l'ensemble des participants qui comptent faire de ladite Déclaration un document de plaidoyer avec de fortes recommandations à l'endroit des États des pays cibles, des organisations nationales et internationales, des acteurs de la société civile ouest-africaine, des acteurs des ressources extractives et des communautés issues des zones d'exploitation.

Pour la consolidation des acquis et de l'élargissement des impacts des politiques publiques sur le bien-être des populations, les participants à cet atelier régional ont publié une Déclaration avec les recommandations suivantes :

- Travailler au quotidien pour appuyer les initiatives susceptibles d'améliorer la gouvernance des ressources extractives ;
- Contribuer à la création d'une synergie citoyenne régionale pour améliorer les mécanismes de mobilisation des ressources, de gestion et de durabilité des effets ;
- Restituer les différentes propositions de cet atelier dans leurs organisations respectives afin de les mobiliser en faveur de la synergie citoyenne régionale en perspective ;
- Appuyer les efforts des structures exécutives et consultatives résultant de l'atelier régional ;
- Soutenir les initiatives de plaidoyer pour intégrer les recommandations dans les politiques publiques ;
- Travailler avec les organisations existantes et coalitions d'OSC existantes tant à l'échelle, nationale que régionale travaillant sur la gouvernance des ressources naturelles ;
- Travailler à la mise en place d'une plateforme

## DIALOGUE ET PLAIDOYER

de plaider en Afrique de l'Ouest sur la gouvernance des ressources naturelles;

- Prévoir une plateforme ou un indice de contrôle de bonne exécution du plan de gestion environnementale et sociale des localités désignées comme zone impactée ou affectée par l'étude d'impact environnementale des compagnies extractives;
- Inviter les États de l'Afrique de l'Ouest à harmoniser leur cadre législatif et réglementaire pour une meilleure redistribution des revenus issus du secteur minier, pétrolier et gazier.

## Webinaires sur le partage d'expériences sur la gestion des revenus générés par le secteur extractif

WEBINAIRE

Partage d'expériences sur la gestion des revenus générés par le secteur extractif en Guinée, au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Moussa Mbaye GUEYE  
ENDA LEAD

Houleymatou BALDE  
Gorée Institute

30 Aout 2022 | 14H00 - 15H30

ID de réunion : 381 673 090 422  
Code secret : UwPYM2

GOREE INSTITUTE

Pour la deuxième phase de son projet de **Gouvernance des Ressources Naturelles**, le Gorée Institute qui s'était centré sur le Sénégal lors de la première phase, étend sa couverture dans toute la région ouest-africaine. En effet, cette nouvelle dimension régionale cherche à promouvoir les principes de gouvernance en mettant particulièrement l'accent sur le partage d'expériences entre les six (6) à savoir la Guinée, le

Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Sierra Leone et le Nigéria.

A cet effet, le Gorée Institute a organisé une série de deux webinaires, le 30 août 2022 pour les pays francophones et le 20 octobre 2022 pour les pays anglophones, sur le thème « **Partage d'expériences sur la gestion des revenus générés par le secteur extractif** ».

Ces webinaires ont regroupé les représentants d'organisations de la société civile actifs dans le secteur extractif, les représentants d'institutions publiques mandatées pour contrôler et superviser les secteurs extractifs, les représentants des entreprises extractives, les représentants de l'autorité traditionnelle ou des communautés extractives et des citoyens d'Afrique de l'Ouest. Ces rencontres ont constitué un espace dédié aux parties prenantes et aux acteurs opérationnels du secteur extractif afin d'examiner collectivement le système et les processus de gouvernance des ressources naturelles, mais aussi d'identifier les lacunes et les défis communs, et de partager les expériences, les leçons apprises et les modèles de meilleures pratiques en ce qui concerne la gestion des revenus générés par le secteur extractif dans les pays cibles.

Entre autres objectifs, ces cadres de dialogues ont permis aux participants de partager leurs expériences, connaissances et modèles de meilleures pratiques de leurs pays respectifs, ainsi que leurs perspectives institutionnelles. Il a également permis de discuter des réglementations et des politiques relatives aux ressources naturelles afin d'identifier les lacunes et les défis communs dans les processus de mise en œuvre des politiques.

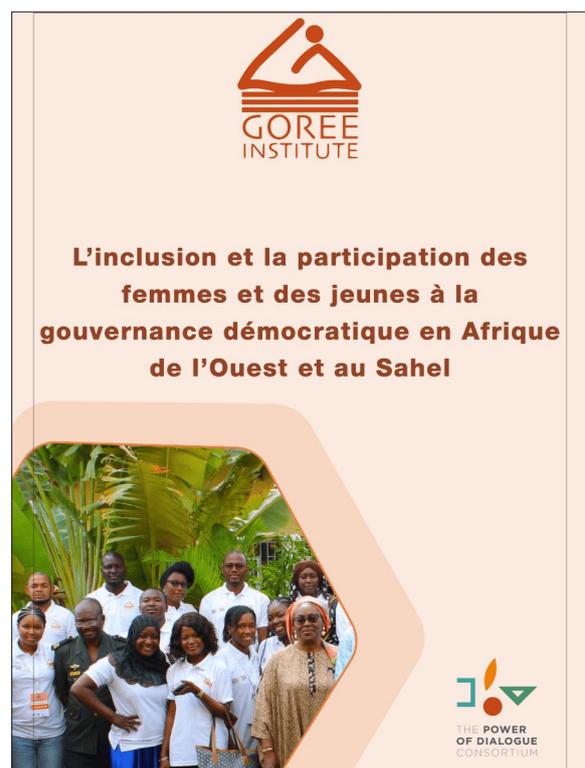
# RECHERCHE ET PUBLICATION

## L'inclusion et la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Cet ouvrage est le fruit d'une réflexion d'acteurs et de personnalités de la société civile et des organisations nationales et internationales invités par l'Institut de Gorée dans le cadre d'un programme plus vaste appelé « Power of Dialogue ». Ce programme, organisé autour d'un Forum Multipartite régional, examine les questions liées aux femmes et aux jeunes dans le contexte particulier des États de la zone sahélo-saharienne du Centre comme le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal, lesquels, depuis plus de deux décennies maintenant, connaissent des crises majeures, pour le moins protéiformes, qui ont réussi à saper les fondements de ce qu'il restait encore de l'État dans cette région.

Le thème général portant sur « Gouvernance et espace civique : repenser l'inclusion et la participation de jeunes et de femmes » campe le décor d'une zone sahélienne ravagée par une crise de la gouvernance économique et politique rendue

encore plus insupportable par un effondrement des structures sécuritaires et l'envahissement des groupes armés à l'idéologie difficilement identifiable. Il s'agit dès lors, dans ce programme, de créer un espace démocratique pacifique permettant aux différents acteurs de la société de s'engager dans les processus de prise de décision politique, inclusif, réactif et représentatif. La



question du genre est devenue de plus en plus une préoccupation des gouvernants. La jeunesse, quant à elle, revêt une importance particulière. Les États ouest africains sont connus pour le taux assez élevé de fécondité de ses femmes et la jeunesse de leur population. En moyenne, près de soixante pour cent ont moins de trente-cinq ans. A la fois acteurs de changement positif dans les sociétés et vecteurs de violence dans les conflits, la gestion de cette catégorie sociale est une priorité pour les gouvernements pour éviter qu'elle ne devienne une bombe démographique. Sa prise en charge est devenue encore plus urgente au regard du développement des réseaux sociaux et de la prolifération des groupes armés dans le Sahel central qui trouvent dans la jeunesse le vivier pour ses plans de recrutement.

### L'impact de la mauvaise gouvernance sur les voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal)

Le contexte de superposition de crises est de nature à accentuer la vulnérabilité de larges segments de la population au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Dans ces pays, les populations ont un besoin légitime de démocratie, de sécurité, de gouvernance et de développement. Y mettre en œuvre des politiques publiques vouées à la satisfaction des aspirations des populations requiert des efforts considérables pour élargir les espaces civiques et pour surmonter les multiples défis qui les assaillent dans un contexte international plus difficile. Ceci devrait permettre notamment aux femmes et aux jeunes d'exploiter leurs pleines potentialités et ainsi de contribuer au renforcement du dialogue politique et à la consolidation des processus démocratiques et des institutions.

Dans le cadre de son programme intitulé « Le pouvoir du dialogue », Gorée Institute a pour objectifs, à travers cette recherche, de :

- Examiner les politiques, le système législatif et

les processus des gouvernements, ainsi que les acteurs impliqués dans la prise de décision politique qui sont responsables de l'élargissement ou du rétrécissement de l'espace civique pour les femmes et les jeunes acteurs politiques ;

- Approfondir la compréhension du pouvoir, des positions et des perspectives des acteurs civiques qui peuvent avoir un intérêt dans l'espace civique et/ou l'influencer positivement ou négativement ;
- Examiner les limites et les implications de la récente transition politique anticonstitutionnelle et discuter de manière critique des frictions malsaines entre les acteurs politiques et civiques, en raison des menaces pesant sur les intérêts individuels ou collectifs des groupes civiques ou des entités politiques au sein de l'espace civique ;
- Identifier et analyser les possibilités de plaider de plus en plus en faveur d'une formulation, d'une mise en œuvre et d'un suivi inclusif des politiques et instruments juridiques nationaux et internationaux en faveur des jeunes et des femmes, qui devraient permettre à ces derniers de faire entendre leur voix en fonction de leurs



Centre pour la Démocratie,  
le Développement et la  
Culture en Afrique



**ISLAND POSITIONS**

Gorée Institute Policy briefs series
Vol. 1 | Juil. - Aout 2022

#### Impact de la mauvaise gouvernance sur les voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques au Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal)

**Résumé Exécutif**

Au Sahel, l'expression démocratique des populations a été fortement mise à mal au cours des dernières années par une réduction de l'espace civique notamment pour les femmes et les jeunes. Cet affaiblissement s'est déroulé dans un contexte global marqué par l'érosion des libertés, le dévoiement des transitions politiques, l'amplification de l'insécurité et la montée de l'extrémisme violent. En outre, les chocs imputables à la pandémie de la COVID-19 et à la guerre en Ukraine ont généré des conséquences sociales et économiques désastreuses pour de larges segments de la population. Ces crises ont ainsi contribué à élargir les frontières de la vulnérabilité. Elles viennent à se surajouter aux tensions politiques internes créant ainsi les conditions d'une situation de lourdes menaces. Les gouvernements doivent se montrer créatifs pour gérer ces crises. Y répondre devrait passer par la mise en place de mécanismes permettant de juguler l'affaiblissement des espaces civiques. Sinon, le prix à payer face à l'insécurité et aux atterrissements risque d'être plus élevé pour les décideurs. Il est indispensable pour eux de répondre efficacement aux besoins exprimés par les femmes et les jeunes surtout en ce qui a trait à l'élargissement des espaces civiques et à la promotion de la bonne gouvernance. Créer les conditions favorables à la consolidation de la démocratie, à la lutte contre l'insécurité et la réalisation du développement doit être au cœur de l'action des gouvernements, des organisations régionales et continentales et des institutions internationales au Sahel.

**Recommandations**

- Mettre en œuvre des solutions efficaces et pérennes aux causes structurelles de la pauvreté et à l'insécurité au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal ;
- Mettre en œuvre des programmes débouchant sur la création d'opportunités économiques (emplois, incitatifs économiques et sociaux, appuis) pour les jeunes et les femmes ;
- Changer le narratif sur les jeunes au Sahel en valorisant les initiatives citoyennes et leurs actions de résilience et de promotion de la paix et de la bonne gouvernance ;
- Faire des femmes et des jeunes des vecteurs de la paix dans chacun des quatre pays ;
- Mettre en réseau des organisations de femmes et de jeunes œuvrant pour l'élargissement des espaces civiques et la promotion de la bonne gouvernance ;
- Renforcer les capacités financières, opérationnelles et institutionnelles des organisations de jeunes et des femmes ;
- Promouvoir une gouvernance plus juste et plus inclusive à tous les niveaux, y compris local et régional, et protéger et renforcer l'espace civique ;

besoins, de leurs intérêts et de leurs attentes dans le paysage politique ;

- Proposer des recommandations d'action pour relever les défis de gouvernance responsables du rétrécissement ou de l'élargissement des voix civiques des femmes et des jeunes acteurs politiques.

## Élections législatives du 31 juillet 2022 au Sénégal : Monitoring des Médias et des discours dangereux



La plupart des instabilités en Afrique prennent leur source dans des élections mal organisées. Ainsi, la nature « conflictogène » des élections n'est plus à démontrer car les exemples font foison. Les médias, du fait d'une conjonction de plusieurs facteurs liés à la formation, à une prise de partie dans le débat, à une manipulation, etc. contribuent à ces instabilités. De ce fait, en période électorale, les médias jouent un rôle crucial ; d'où l'importance de certaines initiatives permettant d'apprécier le comportement de ces médias dans

une perspective d'anticipation de toute velléité de déstabilisation ou d'instabilité du processus, de violence électorale ou post-électorale, etc.

Le Monitoring des médias est considéré comme un outil destiné à promouvoir des élections libres et le respect des droits fondamentaux liés aux principes de liberté d'expression. On peut le définir comme une observation indépendante, objective et impartiale des médias durant la période électorale.

En effet, les médias constituent un élément central des processus électoraux dans :

- L'égalité de traitement des candidats (égal accès des candidats aux médias, égalité relative dans le traitement des informations concernant les candidats – question du pluralisme) ;
- L'information du citoyen : question de la formation d'un libre choix éclairé du citoyen (informations sur les modalités du processus électoral, sur les programmes des candidats et sur les thématiques importantes dans la campagne, etc.) ;
- La participation citoyenne : inclusion de l'ensemble de la population en particulier les plus vulnérables, prise en compte des demandes de débat exprimées par le citoyen et la société civile ;
- L'éducation électorale (éducation civique) : sensibilisation sur les modalités du processus électoral, l'acte de vote etc.

Fort de ce constat, dans le cadre du **Charter Project Africa (CPA)**, le Gorée Institute a initié un programme de monitoring des médias en période électorale. Ce programme de monitoring est mis en œuvre en partenariat avec le **Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)**.

Le Charter Project Africa est mis en œuvre par le Gorée Institute et cinq (5) autres organisations africaines et européennes, à savoir AfricTivistes, Code4Africa, Democracy Works Fondation, European Partnership for Democracy (EPD) et European Centre for Development Policy Management (ECDPM), et est financé par l'Union

Européenne. Ce projet panafricain de 3 ans est axé sur les engagements contenus dans la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG) - le principal document de politique de l'Union africaine (UA) visant à faire progresser la gouvernance démocratique dans les États membres. Le projet encourage l'utilisation de la technologie civique pour amplifier la voix des citoyens. Pour ce faire, il fournit des ressources financières, par la subvention, ainsi que des ressources techniques, par le biais du savoir-faire, aux initiatives civiques en faveur de la démocratie, en particulier celles menées par des groupes sous-représentés.

### Analyse d'Economie Politique pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans un espace civique réduit

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet «**Global CSO Strengthening Programme**» en partenariat avec Save the Children, le Gorée Institute a entrepris une analyse d'économie politique. L'objectif général de l'analyse d'économie politique est de proposer des réponses diagnostiques aux questions posées, afin de mieux comprendre les facteurs fondamentaux, formels et informels responsables de l'affaiblissement de l'espace civique, avec des impacts sur la protection des droits de l'enfant et la prévention des abus.

En accord avec l'objectif général, l'analyse d'économie politique conduira une analyse situationnelle des tendances clés, des acteurs et de leurs dynamiques liées à l'engagement civique. Cela permettra d'identifier les mesures appropriées nécessaires pour prévenir les abus. Une partie de cet effort consistera également à déterminer dans quelle mesure les dispositions et les principes consacrés par la Convention relative aux Droits de l'Enfant et d'autres instruments juridiques internationaux sont effectivement mis en œuvre.

- Dresser un aperçu du contexte politico-économique (contexte politique contemporain, situation économique, contexte

social, politiques, institutions et processus affectant l'engagement des citoyens dans la promotion et la protection des droits de l'enfant).

- Identifier et analyser le cadre légal, les politiques nationales, les institutions et les processus affectant l'engagement des citoyens dans la promotion et la protection des droits de l'enfant.
- Identifier et discuter des facteurs et des acteurs responsables de l'augmentation ou de l'étranglement des voix civiques des organisations de défense des droits de l'enfant dans l'espace civique, et proposer des moyens de résoudre ces problèmes.
- Approfondir la compréhension du pouvoir, des positions et des perspectives des acteurs civiques qui peuvent avoir un intérêt dans, et/ou sont susceptibles d'influencer positivement ou négativement l'espace civique (analyse des parties prenantes au niveau du gouvernement national, du gouvernement local, du secteur privé, des OSC, des médias, des citoyens, des partenaires du développement, des communautés religieuses).
- Approfondir la compréhension des barrières responsables du rétrécissement de l'espace civique, et recommander comment l'espace civique peut être protégé dans les pays cibles dans le contexte des droits de l'enfant (implications et réflexions, groupes de parties prenantes clés en tant qu'agents du changement, opportunités futures d'élargir l'espace civique pour les organisations de défense des enfants).
- Identifier les piliers de l'engagement avec chaque groupe de parties prenantes (gouvernements, groupes de défense des enfants, mouvements citoyens, organisations de défense des droits de l'enfant, OSC, citoyens, jeunes, femmes, médias, secteur privé et partenaires du développement).



# TERAL : UN MÉCANISME D'AUTOFINANCEMENT

Le Département TERAL, créé en 1994, est l'instrument d'autofinancement du Gorée Institute. A travers les séminaires et les formations qu'il facilite, le Département TERAL, grâce aux prestations qu'il fournit, soutient les programmes dans la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gorée Institute et participe aux charges de fonctionnement de l'Institut.

TERAL offre un cadre idéal d'échanges, d'interaction, mais aussi de détente en proposant plusieurs services allant de l'organisation de séminaires et de conférences à la coordination d'activités récréatives sur l'Île de Gorée.

Le Département TERAL cible principalement les organisations internationales, les institutions dédiées aux questions intéressant l'Afrique mais aussi le monde, les chercheurs, les dirigeants d'organisations, les artistes, les hommes d'affaires, les économistes, les scientifiques, etc.

L'équipe du Département TERAL est composée de :

- une TERAL Manager ;
- une chargée de l'Organisation des séminaires ;
- une chargée de la clientèle ;

- un staff technique ;
- un responsable du patrimoine ;
- un agent de liaison.

Les Objectifs du Département TERAL sont :

- Appuyer l'engagement de l'Institut à s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale.
- Renforcer la sécurité et la stabilité financière de l'Institut en contribuant aux dépenses courantes et aux frais de fonctionnement.

Teral, département générateur de revenus et instrument d'autofinancement, par excellence de l'Institut Gorée, pour le type de services qu'il offre, est aujourd'hui contraint d'améliorer sa qualité de services pour remplir efficacement la mission qui lui est assignée.

Au fil des années, la contribution du département au budget de fonctionnement général perd de son importance en raison des conséquences liées aux crises à fort impact socio-économique, la dernière en date, la pandémie du COVID-19.

A cet effet, il devient urgent, aujourd'hui, de revisiter la stratégie commerciale du département,

## TERAL : UN MÉCANISME D'AUTOFINANCEMENT

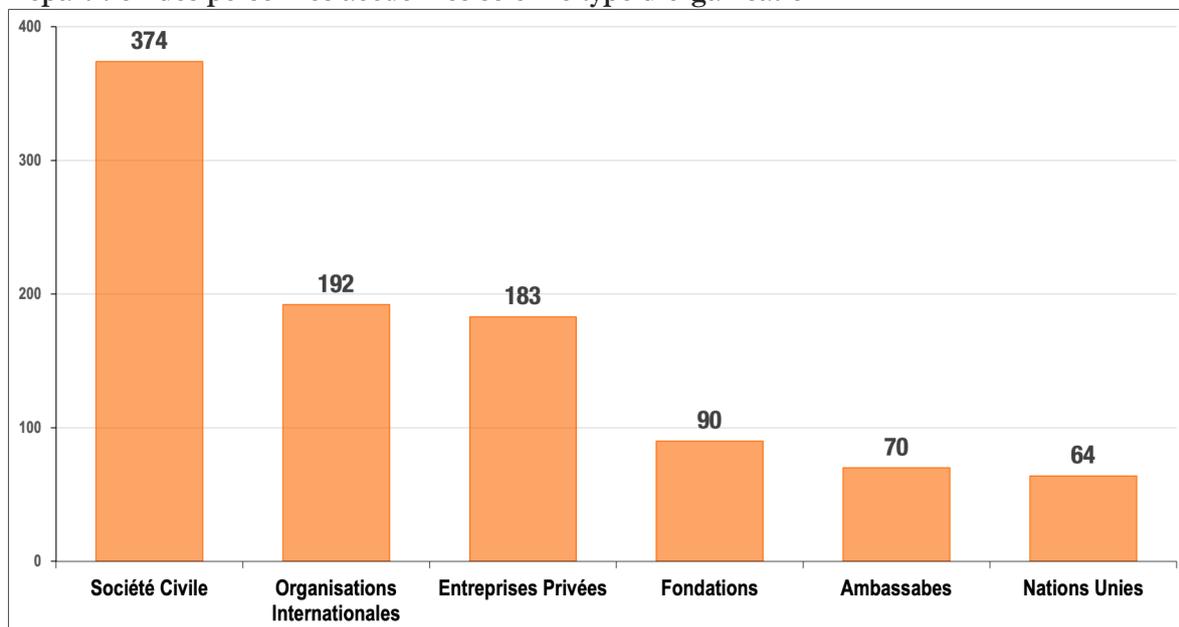
dans sa globalité et de relooker son produit en optant de s'appuyer sur les opportunités offertes par la grande révolution numérique en cours et sur les innombrables opportunités de formation que l'Institut peut offrir, pour une relance effective et efficace des activités TERAL.

En termes d'activités, le département Teral a facilité au cours de l'année écoulée 40 activités contre 17 en 2021. Teral a ainsi accueilli en 2022 973 personnes réparties selon le type d'organisation comme le montre le graphique suivant :

Dans l'horizon 2023 Teral a pour ambition d'améliorer son produit et d'élargir sa gamme de services afin d'offrir une meilleure qualité de services en mettant l'accent sur :

- La rénovation de la résidence Soros
- L'augmentation de la capacité d'accueil
- La formation continue du staff
- La diversification et l'innovation des produits
- La construction d'une grande salle de conférence à la résidence Soros

Répartition des personnes accueillies selon le type d'organisation



# ÉTATS FINANCIERS

<b>ÉTAT DES DÉPENSES</b>		
1	Salaries	170 918 594 F CFA
2	Maintenance	13 930 755 F CFA
3	Utilities	13 149 335 F CFA
4	Administration	26 749 367 F CFA
5	Governance	17 396 792 F CFA
6	Equipment	14 175 654 F CFA
7	Programs and Teral Activities	449 748 212 F CFA
<b>TOTAL</b>		<b>706 068 709 F CFA</b>
<b>FONDS REÇUS</b>		<b>767 219 877 F CFA</b>
1	Fund received and Revenue	713 817 530 F CFA
	NEDHERLAND INSTITUTE FOR MULTIPARTY DEMOCRACY (NIMD)	429 177 250 F CFA
	FORD FOUNDATION	85 650 000 F CFA
	SAVE THE CHILDREN	45 207 200 F CFA
	TERAL	153 308 080 F CFA
	REGULARIZATION(*)	475 000 F CFA
2	Beginning Balance(01/01/2022)	53 402 347 F CFA
<b>SOLDE AU 31/12/2022</b>		<b>61 151 168 F CFA</b>

# PARTENAIRES



Netherlands Institute for  
**Multiparty Democracy**



**FORD  
FOUNDATION**



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands



**EUROPEAN  
PARTNERSHIP FOR  
DEMOCRACY**



**Save the Children**



**MISAHEL**  
Mission de l'Union Africaine  
pour le Mali et le Sahel



**Sida**



**DEMOCRACY  
REPORTING  
INTERNATIONAL**



**AFD**  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

**OPEN SOCIETY  
FOUNDATIONS**



**CESTI**



**UNOWAS**

# VISITES

## Visite du président d'Allemagne

Dans le cadre de sa visite officielle au Sénégal, le Président de la **République Fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier**, a rendu visite à l'Institut Gorée le 22 février 2022. Au cours de cette visite, des questions de paix et de sécurité dans la sous-région et particulièrement dans le Sahel ont été abordées.





# RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL

## Retraite annuelle



Tout le staff du Gorée Institute s'est réuni à Dakar pour rallier Saly (Mbour) en vue de la tenue de sa retraite stratégique annuelle, du 1er au 4 août. Loin de l'île, le staff a travaillé à conforter son efficacité d'équipe, son leadership collectif et la chaîne des valeurs au sein de l'Institut. L'éloignement temporaire de quatre jours fut également un prétexte pour échanger sur le renforcement des capacités organisationnelles, mais aussi penser et décider des politiques et stratégies à adopter les prochaines années à venir.

La retraite annuelle a par ailleurs permis de revoir le bilan programmatique, de se projeter pour l'année 2023 et de discuter sur les défis institutionnels, de même que la durabilité organisationnelle.

## Atelier d'auto-évaluation et de développement de capacités organisationnelles (OCA-OCD)

Le Gorée Institute a fait une auto-évaluation de ses capacités organisationnelles afin de mettre en place des mécanismes et stratégies pour les développer en cas d'insuffisance. Cela dans le cadre du programme Sida CSO 2022 – 2026 sur le renforcement de la société civile ouest africaine, à travers un atelier d'auto-évaluation et de développement de ses capacités organisationnelles, les 12 et 13 octobre 2022.

L'objectif général de cet atelier était de procéder à l'autoévaluation (OCA) du Gorée Institute en vue de l'élaboration du plan de renforcement de ses capacités organisationnelles (OCD).

Il s'est agi pour l'Institut de procéder à son auto-diagnostic institutionnel et organisationnel (OCA) à travers cet atelier de deux jours. Ledit diagnostic fait en partenariat avec SCI, notamment à travers la mise à disposition d'outils et la facilitation de l'atelier d'auto-évaluation qui servent désormais de référence pour l'élaboration d'un plan de renforcement OCD sur la base des insuffisances qui relevées.

L'atelier a été organisé de manière inclusive et participative avec l'implication active de toute l'équipe de Gorée Institute composée de la Direction exécutive, des départements Communication et Gestion des connaissances, Finances et Comptabilité, Ressources Humaines et Administration, Programmes, TERAL, Staff technique, Suivi Evaluation et autres catégories.

# CONSEIL D'ADMINISTRATION



## Sénégal

**Amb. Saïdou Nourou Ba**

Président du Conseil;  
Consultant en Coopération et Relations  
Internationales

## Nigéria

**Ayo OBE**

Avocate, militante pour les Droits de  
l'homme et la Démocratie, Chroniqueuse



## Afrique du Sud

**Breyten Breytenbach**

Conseiller spécial en charge des projets spéciaux  
et plaidoyer Écrivain, artiste, professeur à  
l'Université de New-York

## Burkina Faso

**Amb. Bruno ZIDUEMBA**

Diplomate de carrière, Ministre Plénipotentiaire  
de classe exceptionnelle Ancien Ambassadeur du  
Burkina Faso



## Tunisie

**Amb. Hatem Atallah**

Directeur Exécutif de la Fondation Anna Lindh,  
Ancien Représentant Permanent auprès de  
l'Union Africaine

## RD Congo

**Francesca Bomboko**

Fondatrice du Bureau d'Etudes, de Recherches et  
de Consulting International (BERCI)



# PERSONNEL



**M. Doudou DIA**  
Directeur Exécutif  
Sénégal



**M. Abdourahmane SOW**  
Directeur Administratif et Financier  
Guinée



**M. Abdoul Salam WANE**  
Directeur des Ressources Humaines  
Sénégal



**M. Kalie SILLAH**  
Directeur des Programmes  
Sierra Leone



**M. Latyr TINE**  
Coordinateur de programme  
Sénégal



**M. Koassi A. AKAKPO**  
Responsable Suivi et Évaluation  
Togo



**M. Mamadou Sakhir NDIAYE**  
Responsable Communication  
Sénégal



**Mme Rukia Bakari-Mbacké**  
Coordinatrice de programme  
Kenya



**Mme Houleymatou BALDE**  
Chargée de projet  
Guinée



**Mme Saran Cissé**  
Comptable  
Mali



**Mme Safietou MBODJI**  
Chef de département Téral  
Sénégal



**Mme Maguette SALL NDIAYE**  
Assistante de projet  
Sénégal



**Mme Dieynaba THIANE**  
Assistante de projet  
Sénégal



**Mme Sokhna Mbaye**  
Stagiaire  
Sénégal



**Mme Ndeye Rama Diene**  
Stagiaire  
Sénégal



**Mme Mame D. B. Ndour**  
Stagiaire  
Sénégal



**M. Ibrahima DIA**  
STAFF technique  
Sénégal



**Mme Emma NDOYE**  
STAFF technique  
Sénégal



**M. Abdoulaye NIANG**  
STAFF technique  
Sénégal



**Mme Michelle SARR**  
STAFF technique  
Sénégal



**M. Racine SOUMARÉ**  
STAFF technique  
Sénégal



**M. Baye Mbarick WATT**  
STAFF technique  
Sénégal



**M. Ousmane SY**  
STAFF technique  
Sénégal



**M. André M. SARR**  
STAFF technique  
Sénégal